

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	11 (1953)
Heft:	4
Artikel:	Les thèses de Petty-Fisher-Clark-Fourastié sur les conditions du progrès économique et social
Autor:	Jaccard, Pierre
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-134141

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des vues nouvelles en Sociologie :

**Les thèses de Petty - Fisher - Clark - Fourastié
sur les conditions du progrès économique et social¹**

par PIERRE JACCARD
*professeur à l'Ecole des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne*

Il y a longtemps que les hommes d'Etat, les industriels, les économistes et les sociologues s'efforcent de découvrir ce qu'Adam Smith appelait « la nature et les causes de la richesse des nations ». Avant l'ère moderne, on s'imaginait que seule la possession de la terre pouvait assurer le bien-être et la prospérité. *Nil solidum nisi solum*, il n'y a rien de solide que le sol : cette devise, qu'on peut lire encore à la grille du château des Stockalper, à Brigue, nous donne le credo économique de toute une époque. La même idée se retrouve au XVIII^e siècle dans la doctrine des physiocrates, lesquels enseignaient que seule l'agriculture était créatrice de richesse, celle-ci n'étant que déplacée par l'industrie et le commerce. On s'était avisé, sans doute, que le labeur humain avait sa part dans la production des biens matériels, mais on ne le considérait pas, en lui-même, comme source de richesse.

Une question, cependant, restait sans réponse : pourquoi certains pays étaient-ils moins prospères que leurs voisins, alors que la nature ne les favorisait pas moins et que leurs habitants n'étaient pas moins intelligents ou laborieux ? Aujourd'hui, ces inégalités de condition et de niveau de vie sont devenues plus apparentes encore et plus difficiles à expliquer : pourquoi le revenu national réel, calculé en unités internationales par tête de population active, sur la base d'un chiffre de 1000 pour la Suisse, accuse-t-il des différences aussi fortes dans les pays suivants : Inde 198, Portugal 370, France 804, Grande-Bretagne 1206, Etats-

¹ *Texte complété et mis à jour d'un exposé présenté le 26 mai 1952, à La Chaux-de-Fonds, à l'assemblée générale annuelle de l'Association suisse d'organisation scientifique du travail.*

Unis 1389, Nouvelle-Zélande 1612 ?¹ Par ses ressources naturelles, son climat et sa situation favorable au carrefour des continents et des mers, la France paraît plus avantageée que la Grande-Bretagne : pourquoi, dès lors, les salaires réels de l'ouvrier parisien sont-ils inférieurs d'un tiers à ceux de l'ouvrier londonien, et cela non seulement en 1938, mais déjà en 1914, avant la première guerre mondiale ?²

Une première explication de ces différences de revenu a été donnée en 1776 par Adam Smith, dans les trois premiers chapitres de ses fameuses *Inquiries into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. C'est la division du travail, favorisée par l'extension des marchés et la liberté des échanges, qui a valu à certains pays leur richesse dès l'aurore des temps modernes. L'un des principaux effets de cette division, précisait l'auteur, a été de susciter « l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs ». En termes d'aujourd'hui, nous disons que l'accroissement de la productivité — dû à la division, à la mécanisation et à la rationalisation du travail — est la condition majeure du progrès économique et social. Sur ce point, les marxistes s'accordent avec les libéraux : « La productivité du travail, écrivait Lénine, est, en dernière instance, le point le plus important, le plus essentiel pour la victoire du nouvel ordre social. »³

Assurément justifiée, cette explication n'en demeure pas moins insuffisante. Pour la compléter, il faut reprendre une observation, faite en 1691 déjà, par un autre économiste britannique, sir William Petty. Ce dernier s'était demandé pourquoi le revenu des

¹ Ces chiffres, portant sur les années 1935-1938, ont été donnés par Colin Clark en 1940. Jean Fourastié les a repris, en 1947, dans *La Civilisation de 1960*, p. 59, et, quatre ans plus tard, dans *Machinisme et Bien-être*, p. 104. — Les différences frappent encore davantage lorsqu'on calcule le revenu réel par habitant : en 1951, l'Office européen des Nations Unies, à Genève, a donné les moyennes suivantes, en dollars : Asie, 50 ; Afrique, 75 ; Amérique du Sud, 170 ; U. R. S. S., 310 ; Belgique, France, Pays-Bas, 450-600 ; Suède, Suisse, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, 600-900 ; Etats-Unis, 1100.

² J. FOURASTIÉ : *Machinisme...*, p. 107-111. L'écart n'a fait que croître depuis la seconde guerre mondiale : en 1944, les indices comparatifs de salaires étaient à 75 pour la France et 225 pour l'Angleterre. Sait-on que « le salaire horaire moyen direct des ouvriers qualifiés était à Paris, en 1950, légèrement inférieur à sa valeur de 1913 » ? C'est encore Jean Fourastié qui nous l'apprend, dans son étude sur « L'Economie de la France », publiée en 1952 dans le recueil *Les Peuples au travail*, Metz-Verlag, Zurich, vol. II, p. 149.

³ « La Grande Tâche » (1919), *Oeuvres*, t. XXIV, p. 342 (cité *Année sociologique* 1949-50, p. 429 dans le compte rendu de N. S. MASLOVA : *La Productivité du travail dans l'industrie de l'U. R. S. S.*).

Hollandais de son temps était plus élevé que celui des Anglais. Il en trouva la raison dans le fait qu'une plus forte proportion des premiers vivaient de l'industrie et du commerce. « En Angleterre aussi, notait l'auteur, le salaire d'un marin est de 12 shillings par semaine tandis que celui d'un paysan n'est que de 4 shillings. » Gagnant trois fois plus dans la manufacture, le commerce et les transports, les gens des Pays-Bas se sont détournés de l'agriculture et se sont mis à importer les denrées nécessaires à leur alimentation : voilà le secret de leur prospérité.

So as a seaman is in effect three husbandmen, wherefore there is little ploughing and sowing of corn in Holland and Zealand, or breeding of young cattle... There is much (more) to be gained by manufacture than husbandry, and by merchandise than manufacture... Now here we may take notice that as trades and curious arts increase, so husbandry will decrease, or else the wages of husbandmen must rise and consequently the rents of lands must fall...¹

C'est tout récemment que Colin Clark a retrouvé ce texte étonnant de sir William et qu'il a démontré la rigoureuse exactitude tant des prévisions que des constatations de l'auteur. Notons que la délimitation, qui devient classique depuis quelques années, entre les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'économie, apparaît clairement dans le passage cité. On sait de quoi il s'agit. Le secteur primaire, ainsi nommé parce qu'il fournit les biens de première nécessité, englobe les plus anciennes formes d'activité qu'ait connues l'être humain, soit la cueillette, la chasse, la pêche et l'agriculture. Le secteur secondaire, produisant les biens de seconde nécessité, couvre l'artisanat et l'industrie. Enfin, le secteur tertiaire comprend toutes les activités prétendues non-productives, à savoir : 1^o les fonctions distributives de la vie économique (commerce, transports, banque, publicité), 2^o les agences de contrôle politique, économique et social (magistrature, administrations publiques et privées), 3^o les activités visant à la protection de la vie (médecine, hygiène, œuvres sociales), au délassement (sports, tourisme) ou au développement

¹ Ce passage se trouve cité sans indication de source dans l'ouvrage de Colin CLARK : *The Conditions of economic Progress*, 2^e éd. 1951, p. 395. — Gaëtan Pirou, qui avait étudié spécialement, en 1911, les théories de W. Petty et de R. Cantillon, relevait qu'au début du XVIII^e siècle, en Angleterre, on expliquait de la même façon la prospérité des cités antiques : Tyr, Sidon, Carthage, Alexandrie (*Introduction à l'étude de l'économie politique*, Paris, 1939, p. 208, 227-229).

de la personne (enseignement à tous les degrés, instituts de recherche, beaux-arts, littérature, cultes).

Les Anciens disaient : *Primum vivere, deinde philosophari*, vivre d'abord, ensuite philosopher. On trouve, exprimée déjà chez Lucrèce, l'idée que non seulement l'individu mais encore l'humanité entière tend à se dégager des contraintes de la vie primitive, où comptait à peu près seule la nécessité de se nourrir, pour s'adonner aux arts et métiers, puis se vouer aux recherches de la vie intellectuelle. Le premier, sir William paraît avoir compris que cette libération était non pas un luxe, c'est-à-dire un gaspillage ou du moins un appauvrissement dans le domaine économique — ce que croient encore aujourd'hui la plupart des humains — mais au contraire un enrichissement matériel autant que moral et spirituel. Il semble même avoir deviné que les transferts de la population active, du premier au second, puis du second au troisième des différents secteurs étaient non seulement le signe visible, mais encore l'une des conditions les plus importantes du progrès humain. Le tableau suivant, où nous rassemblons les données les plus récentes que nous fournissent divers auteurs, montre que, conformément à ce que Colin Clark appelle « la loi de Petty », le degré de prospérité d'un pays est en relation directe avec la répartition de ses travailleurs dans les trois secteurs généraux de la vie économique. Plus la proportion est forte dans le secondaire et surtout dans le tertiaire, plus manifeste est le progrès économique et social : c'est le vrai secret, nouvellement retrouvé, de « la nature et des causes de la richesse des nations ».

Répartition de la population active en pour-cent du total

Pays	Date	Agriculture et forêts	Artisanat et industrie	Autres professions
U. S. A.	1950	14	33	53
Grande-Bretagne . .	1949	6	41	53
Canada	1941	31	27	42
Belgique	1947	12	50	38
Suisse	1950	17	46	37
France	1946	36	32	32
Allemagne	1939	26	43	31
Tchécoslovaquie . .	1947	37	37	26
Espagne	1950	53	23	24
Bulgarie	1945	83	7	10

Ce tableau, établi pour la première fois par Colin Clark, en 1940, dans *The Conditions of economic Progress*, se retrouve, malheureusement avec des chiffres anciens, dans la deuxième édition, publiée en 1951. Les principaux éléments en ont été calculés, de façon indépendante, par Jean Fourastié et publiés par lui, en 1945, dans *L'Economie française dans le monde*¹. Au lieu de grouper les pays selon l'ordre de décroissance du secteur agricole, comme l'ont fait ces deux auteurs, nous les avons énumérés dans l'ordre, plus significatif, d'importance croissante du secteur tertiaire. Ainsi classés, ces différents pays occupent un rang qui correspond assez bien à leur prospérité apparente. Ils forment trois groupes distincts dont le pourcentage moyen de travailleurs tertiaires est en corrélation très nette avec le montant du revenu national réel, calculé par tête de population active.

Groupes de pays	Revenu moyen 1935-1938	Proportion du tertiaire 1940-150
Monde anglo-saxon	1315	49,3
Suisse (base de comparaison)	1000	37,0
Europe occidentale	761	33,6
Europe orientale et méditerranéenne .	450	20,0

Le parallélisme de ces chiffres est si frappant qu'il ne peut être l'effet d'une simple coïncidence. Il s'agit de savoir si l'importance du secteur tertiaire est la simple conséquence ou au contraire l'une des causes mêmes de la richesse d'un pays. La seconde explication paraît bien être la seule justifiée. On s'étonne que les observations si pertinentes, faites à ce sujet par sir William Petty il y a deux siècles et demi, aient échappé jusqu'à nos jours à l'attention des savants. Adam Smith, qui disserte à loisir sur l'attrait des différents métiers, ne discerne pas le courant noté par son prédecesseur. C'est à des raisons politiques qu'il attribue ce qu'il

¹ Collection « Que sais-je ? », p. 29. On retrouve le même tableau dans deux autres publications de Fourastié, dont nous parlerons plus loin : *Le Grand Espoir du XX^e siècle*, 1949, p. 75, et *L'Economie de la France*, 1952, p. 138 (nouveaux chiffres dans cette dernière étude, sur la France, les Etats-Unis et l'Allemagne). Nous avons remis ce tableau à jour en empruntant des données nouvelles, concernant la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Bulgarie, aux Pères dominicains du groupe « Economie et Humanisme ». Pour la Belgique, nous avons eu recours aux chiffres publiés en 1952 par Paul de Groote dans son étude sur « L'Economie belge » (*Les Peuples au travail*, vol. II, p. 116). Enfin, les indications relatives à la Suisse sont basées sur les dernières publications de l'Office fédéral de statistiques (1952).

appelle « la grandeur présente de la Hollande » ; persuadé que « l'état commerçant » dans lequel son propre pays était entré comportait au moins autant de maux que de bienfaits, il ne cesse de faire l'éloge de la vie agricole¹. La même apologie paradoxale de l'agriculture se retrouve, en France, chez la plupart des économistes, philosophes et littérateurs du XVIII^e siècle, à commencer par Montesquieu, lequel désapprouve ceux qui « pensent qu'il faudrait qu'en France il y eût des lois qui engageassent la noblesse à faire le commerce »².

A la thèse physiocratique, faisant de l'agriculture la seule source de la richesse, le XIX^e siècle substitua une autre théorie à peine moins exclusive mais plus funeste à tous égards, celle qui oppose les activités dites productrices, de l'agriculture et de l'industrie, à toutes les autres activités humaines, jugées improductrices et par conséquent vaines et fuitiles. C'est Adam Smith qui avait fait la distinction entre le travail productif et celui qui serait *unproductive* parce qu'il « ne se fixe ou ne se matérialise pas dans des produits aptes à survivre à l'effort de travail qui les a créés » (*Wealth of Nations*, livre II, chap. 3). La vogue de cette théorie matérialiste explique pourquoi, jusqu'à nos jours, l'on s'est préoccupé si peu d'étudier, au point de vue économique et sociologique, ce secteur de l'activité humaine que l'on nomme maintenant « tertiaire » et auquel on n'a donné longtemps qu'une définition négative et une importance limitée.

En 1835, toutefois, l'économiste anglais Babbage fit observer que si l'introduction des machines dans l'industrie avait pour effet immédiat d'engendrer du chômage, elle n'en déterminait pas moins, à longue échéance, une augmentation du nombre total des emplois dans un pays : le malheur, ajoutait-il, c'est que ceux qui ont été privés de leur gagne-pain par l'introduction des machines ne sont pas ceux qui bénéficieront des nouveaux emplois non-industriels. Conscient de la gravité de ces conséquences sociales du progrès technique, l'auteur demandait que des relevés statistiques précis soient établis sur les transferts de main-d'œuvre provoqués par la

¹ Voir à ce sujet l'essai de William E. Rappard sur « L'économisme historique d'Adam Smith », publié à Genève, en 1916, dans le recueil inaugural de la Faculté des sciences économiques et sociales : *Les sciences économiques et sociales à l'Université de Genève*, p. 130 et 156.

² *De l'Esprit des lois*, livre XX, chap. 22. — Voir la réfutation de ces idées dans l'ouvrage anonyme *La noblesse commerçante*, attribué à l'abbé G.-F. Coyer et publié à Londres en 1756.

mécanisation de l'industrie. Il déplorait les souffrances imposées aux ouvriers par l'instabilité de leur existence, mais ne voyant pas le moyen de les éviter, il souhaitait seulement que les « transitions » se fassent assez tôt pour que ceux qui en étaient victimes puissent, par ailleurs, bénéficier aussi des avantages, non moins réels, de l'extension du machinisme¹.

Les observations de Babbage trouvèrent un écho, cinquante ans plus tard, dans les écrits de R. Giffen, puis de D. A. Wells, qui relèvent le fait que la prospérité matérielle des nations industrialisées comme l'Angleterre éveille des besoins toujours croissants de biens et de services non matériels, créant des possibilités d'emploi dans des domaines nouveaux que Giffen nommait en 1887 *incorporeal functions* et que nous appelons aujourd'hui « activités tertiaires ». Ce n'est pourtant qu'après le déclenchement de la crise économique de 1929 que l'on commença d'établir ces statistiques précises des migrations professionnelles que Babbage avait demandées un siècle plus tôt. Les plus importantes ont été publiées dans les grands « rapports » des commissions d'enquête américaines, intitulés *Recent Economic Changes* ou *Recent Social Trends*, où Fisher, Clark et Fourastié tireront leur meilleure documentation et la justification de leurs théories.

* * *

Le premier auteur, à notre connaissance, qui ait clairement vu, de nos jours, l'importance économique et sociale des transferts de la population active, est le professeur Allan G. B. Fisher, attaché d'abord à l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, puis, dès 1937, au *Royal Institute of International Affairs*, à Londres. En 1926, 1929 et 1932, dans des articles de revues économiques, il a étudié deux des aspects des grands problèmes qui nous intéressent aujourd'hui : l'exode de la campagne à la ville (*The Drift to the Towns*) et l'effet de l'élévation des standards éducatifs sur les taux de salaires (*Education and relative Wage Rates*). Puis, en 1935, dans un livre intitulé *The Clash of Progress and Security*, il a soutenu la thèse, fort audacieuse alors, que les crises économiques modernes étaient la conséquence d'une insuffisante mobilité des

¹ *Economy of Manufactures*, par. 407-412, observations relevées par T. E. Gregory, puis par Allan G. B. Fisher : *The Clash of Progress and Security*, p. 135 et 150 (1935).

entreprises, des capitaux et des travailleurs. Il avait nettement observé que l'accroissement de la demande en biens tertiaires était la caractéristique de l'économie du xx^e siècle. Aussi n'a-t-il cessé, dans ses publications ultérieures, notamment dans son ouvrage *Economic Progress and social Security*, paru en 1945, de demander que l'on adapte la production aux exigences nouvelles de notre époque : c'est en encourageant, assez tôt, le passage des travailleurs dans le secteur tertiaire que l'on évitera le retour des crises et du chômage¹.

Dans son ouvrage de 1935, qui est le plus significatif, A. G. B. Fisher a examiné, de façon systématique, les faits de migration professionnelle dans les trois secteurs généraux de l'activité humaine. C'est dans ce livre que se trouve employé, semble-t-il pour la première fois, le terme nouveau de « production tertiaire ». L'auteur paraît aussi avoir été le premier à montrer que l'histoire de la civilisation n'était rien d'autre que l'histoire du passage de l'humanité des formes d'activité primaire aux formes secondaire et, aujourd'hui, tertiaire. Son propos était de déterminer les causes de l'insuffisante mobilité de la main-d'œuvre : il les a trouvées d'une part dans l'ignorance de la vraie direction du développement économique et, d'autre part, dans la crainte, tant des nations que des individus, à l'égard de la nouveauté, du risque et de l'inconnu. Alors que le progrès rapide de la technique oblige à des adaptations incessantes, les peuples et les gouvernements s'ingénient à multiplier les mesures de défense, de protection et de conservation.

Le secteur agricole donne un premier exemple de cette opposition. Partout l'on déplore le déracinement des masses paysannes et la désertion des campagnes : or celle-ci n'est que la conséquence naturelle du perfectionnement de l'agriculture. Chacun sait qu'aux Etats-Unis, depuis le début de notre siècle, le rendement du travail agricole a triplé : cela veut dire qu'une production égale à celle de 1900 peut être assurée aujourd'hui par le tiers du nombre des travailleurs occupés il y a cinquante ans. Comme la consommation des biens agricoles ne peut s'élever beaucoup au-dessus de la limite

¹ Outre les deux ouvrages déjà cités, publiés par Macmillan à Londres, en 1935 et 1945, il faut lire les deux importants articles suivants du professeur Fisher : « Production primary, secondary and tertiary », *Economic Record*, June 1939, et « Tertiary production as a postwar international economic problem », *Review of Economic Statistics*, August 1946.

atteinte actuellement dans les pays occidentaux, comme d'autre part l'exportation de ces biens dans les pays affamés de l'Orient n'est pas encore possible, on voit se former des surplus de produits alimentaires inutilisés qui provoquent l'effondrement des prix et entraînent de graves déséquilibres économiques. Pour éviter ceux-ci, il est indispensable de réduire le nombre des agriculteurs. L'émigration de la campagne à la ville, qui s'effectue spontanément depuis deux siècles dans les pays connaissant le progrès technique, est donc un phénomène normal : il importe seulement que ces transferts de population rurale soient réglés, dirigés, adaptés aux conditions particulières de chaque pays. Si des raisons majeures, telles que les exigences de la défense nationale, n'interviennent pas, il est non seulement vain, mais contraire à l'intérêt d'un pays d'entraver cette émigration par des mesures de protection douanière, de soutien des prix agricoles ou de subventionnement.

Dans le secteur industriel, où le progrès technique engendre un accroissement plus marqué encore de la productivité, il faut s'attendre également à ce que la demande de main-d'œuvre diminue à l'avenir. En effet, il y a aussi une limite de saturation dans la consommation des biens manufacturés : des crises toujours plus fréquentes l'ont montré dans notre siècle. Or ce n'est pas en restreignant l'importation, comme l'opinion publique aveuglée le demande toujours, ni en protégeant artificiellement les industries menacées, ni en constituant un système d'assurances sociales tellement développé qu'il en devient écrasant, que l'on évitera le chômage. Là aussi, la solution est le transfert calculé, organisé, contrôlé de la main-d'œuvre dans le seul secteur qui reste ouvert : le tertiaire.

Il se trouve, en effet, que ce troisième champ d'activité est le moins touché par le progrès technique. La machine n'y remplace l'homme que rarement et partiellement. Aussi l'offre de « services » tertiaires reste-t-elle le plus souvent inférieure à la demande. Dans les dernières crises économiques, ce sont les travailleurs tertiaires qui ont été les moins nombreux, proportionnellement, à souffrir du chômage. C'est à leur sujet que les économistes, tant libéraux que marxistes, se sont trompés le plus gravement, en les considérant comme des improductifs ou des parasites. On n'a cessé d'élever des barrières pour entraver la migration naturelle vers le tertiaire : limitation délibérée de l'accès dans les écoles secondaires et supé-

rieures, barrages professionnels aménagés contre l'intrusion de nouveaux venus par les anciens privilégiés du tertiaire. A. G. B. Fisher dénonçait à ce propos l'exclusivisme qui frappe universellement la profession médicale ; on pourrait en dire autant de l'enseignement supérieur, des carrières juridiques et de beaucoup de professions ou métiers tertiaires.

Partout, on le voit, il y a antagonisme et même conflit entre le progrès et l'instinct de sécurité : c'est ce que l'économiste et sociologue néo-zélandais appelle *The Clash of Progress and Security*. De son exposé ressort une conclusion que de nombreuses enquêtes ont vérifiées depuis 1935 : c'est que la prospérité d'un peuple dépend directement, non seulement de la division plus ou moins grande de son travail (loi d'Adam Smith) ou de la proportion plus ou moins forte de ses travailleurs établis dans le secteur secondaire et tertiaire (loi de Petty), mais surtout du degré d'adaptabilité de ses gouvernants, entrepreneurs et opérateurs, autrement dit de l'aisance et de la rapidité avec lesquelles un peuple est susceptible de passer de la production primaire à la production secondaire et tertiaire, sans se laisser retenir par les entraves de la crainte, de la routine et de l'égoïsme (ainsi se formulerait ce qu'on peut appeler la loi de Fisher).

Les idées du professeur Fisher, que nous avons librement résumées, en les illustrant d'exemples tirés d'expériences récentes, n'ont pas été accueillies, avec autant de faveur qu'elles l'eussent mérité, par l'Angleterre, à la fois traditionaliste et soucieuse de sécurité sociale, des années 1935-1940. C'est pour cette raison, sans doute, qu'elles ont eu peu d'écho dans le monde, en dépit de l'excellent compte rendu que la *Revue internationale du travail* en donna en 1937. En France, bien que le second des livres de A. G. B. Fisher ait été traduit à Paris en 1946, le nom de cet auteur n'apparaît pas dans les ouvrages qui ont été publiés récemment sur ces questions. Jean Fourastié ne le mentionne jamais dans ses abondantes bibliographies et Alfred Sauvy ne s'y réfère pas lorsqu'il parle, en 1952, de « la revision étonnante des conceptions économiques, en cours depuis quelques années »¹. C'est toujours

¹ *Théorie générale de la population*, vol. I, p. 1. — Seule, à notre connaissance, Madeleine Jaccard a consacré un chapitre à l'exposé des idées d'Allan G. B. Fisher dans son ouvrage de 1944 sur *La Mobilité de la main-d'œuvre et les problèmes du chômage et de la pénurie des travailleurs* (Coll. de la Nouvelle Ecole de Lausanne, publiée sous la direction du professeur Firmin Oulès, vol. I, p. 147-152, Lausanne, 1944).

à Colin Clark que l'on attribue la découverte de la corrélation entre la prospérité d'un pays et la répartition des activités professionnelles dans ce pays. Or l'essentiel de ce que nous avons appris à ce propos avait été exposé déjà, avec une parfaite clarté, par Allan G. B. Fisher, bien des années avant la publication, en 1940, du premier livre de Colin Clark : *The Conditions of economic Progress*.

Le mérite de ce dernier auteur n'en est pas moins de tout premier rang, car il a donné à ce qu'il appelle lui-même la loi de Petty une éclatante justification, basée sur des études statistiques touchant de nombreux pays. Jean Fourastié, qui a parlé avec éloge du « grand effort effectué par Colin Clark pour rénover la science économique », retient surtout des travaux de cet auteur ses « comparaisons internationales » et son étude de « l'évolution économique à long terme ». L'œuvre de Colin Clark, écrit Jean Fourastié, a « ouvert aux chercheurs une ample carrière »¹.

En 1940, Colin Clark n'était qu'un modeste *master of arts*, lecteur en statistique à l'Université de Cambridge, en Angleterre. La publication de son livre sur « les conditions du progrès économique » attira tout de suite sur lui l'attention des experts anglais et américains. L'auteur est devenu un personnage important, puisqu'il est maintenant, en Australie, directeur du Bureau de l'industrie et sous-secrétaire d'Etat pour le travail. Dans l'intervalle, il avait publié un second livre qui eut également un grand retentissement, *The Economics of 1960*. Prolongeant dans l'avenir les lignes de ses tableaux statistiques, Clark donnait une image, qui ne s'est pas révélée inexacte jusqu'ici, de ce que sera notre vie dans les années qui vont venir. Ces anticipations ont même été jugées si utiles qu'elles ont été reprises maintes fois depuis lors. Récemment, deux grands rapports ont été établis aux Etats-Unis, par des équipes de spécialistes, sur ce que seront, dans dix et vingt ans, les éléments constitutifs de l'économie américaine et mondiale².

¹ *La Civilisation de 1960*, Paris, 1947, p. 117 ; « Le progrès technique et la science économique », *Bulletin international des sciences sociales*, vol. IV, no 2, été 1952, p. 306 ; *La Productivité*, Paris 1952, p. 61 et 115.

² *The American Economy in 1960*, rapport publié le 14 déc. 1952 par the National Planning Association, groupe privé de recherches économiques. *Resources for Freedom* ou Rapport Paley, présenté en juin 1952 par la Commission présidentielle des matières premières sur les ressources et les besoins du monde libre en 1970-1980. En France, un rapport semblable vient de paraître ; JEAN BENARD : *Vues sur l'Economie et la Population de la France jusqu'en 1970*. Préfaces de J. Fourastié et A. Sauvy, 307 p., Presses univ. de France, Paris 1953.

Le premier ouvrage de Colin Clark, bourré de chiffres, ne se lit pas sans peine : aussi a-t-il découragé les éditeurs de langue française. Les quatre cents premières pages donnent une masse de renseignements sur le développement économique de l'époque moderne, sur les relations entre la production et le revenu national dans les principaux pays industrialisés, sur l'accroissement plus ou moins rapide de la productivité dans chacun des trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les pages qui intéressent surtout le sociologue sont les cent cinquante dernières, où sont étudiés «les facteurs contrôlant la distribution du travail entre les industries et les occupations». L'auteur montre d'abord combien les dénominations sont difficiles : chaque type d'industrie (mines, construction, machines, produits chimiques) retient des travailleurs dont le genre d'occupation est ou bien secondaire (manceuvres et ouvriers spécialisés) ou bien tertiaire (ingénieurs, chimistes, dessinateurs, employés de bureau et d'administration). La délimitation des secteurs mêmes est malaisée : ainsi l'auteur place, non sans hésitation, les ouvriers des mines dans le secondaire (activités de transformation), alors qu'ils devraient être comptés dans le primaire (extraction, cueillette et récolte simple des produits naturels). Les comparaisons entre pays sont compliquées parce que les critères de recensement diffèrent : par exemple, les femmes de paysans sont comptées comme travailleurs agricoles en France et en Allemagne, tandis qu'aux Etats-Unis et au Danemark seules les salariées sont dénombrées comme telles.

Des statistiques montrent ensuite comment se répartissent les emplois dans les différents pays. Bien des faits curieux sont révélés à ce sujet, par exemple que c'est là précisément où la production industrielle est la plus forte (Etats-Unis et Canada) que la proportion des travailleurs secondaires tend le plus à baisser au profit du tertiaire. On est surpris également d'apprendre que la Suisse, le Danemark, les Pays-Bas, les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui sont comptés parmi les principaux pays exportateurs de produits agricoles, ont un nombre relativement très faible d'agriculteurs.

Tout un chapitre est consacré à la répartition des revenus selon les secteurs professionnels. L'auteur montre que c'est le travail secondaire et tertiaire qui a fait la richesse des nations modernes. En effet, les prix des produits agricoles baissent, de façon continue,

depuis deux siècles. Toute une série de comparaisons, dont certaines remontent jusqu'à l'antiquité, démontrent le bien-fondé de la loi de Petty sur les salaires et le revenu de la propriété foncière. En revanche, l'attrait des professions tertiaires est tel, depuis cent ans, que l'on doit s'attendre à un renversement complet dans l'ordre des rétributions matérielles. Déjà les salaires tertiaires baissent fortement (magistrature, enseignement, professions libérales, etc.) tandis que les salaires secondaires (ouvriers de l'industrie) et primaires (travailleurs agricoles) s'élèvent bien au-dessus des niveaux du siècle passé. Même certaines anomalies confirment la loi générale. Ainsi, les services domestiques, qui appartiennent au tertiaire, font exception à la règle de leur secteur (la pénurie s'aggrave en dépit de salaires croissants) : c'est tout simplement parce qu'ils sont soumis aux conditions psychologiques et morales des secteurs primaire et secondaire (travaux méprisés ou peu considérés)¹.

* * *

Les deux ouvrages de Colin Clark, publiés à Londres pendant la guerre et tôt épousés en librairie, n'ont été connus des spécialistes, en France, qu'après la Libération. Les premiers comptes rendus à leur sujet ont été publiés en 1946 et 1947 seulement. C'est alors que parut, dans la Collection « Que sais-je ? » des Presses universitaires de France, à Paris, le remarquable petit livre de Jean Fourastié, intitulé *La Civilisation de 1960*. Dans cet ouvrage au titre presque calqué sur celui de Colin Clark, le savant français mettait du premier coup à la portée du plus large public l'essentiel des faits découverts et des théories formulées, au cours des années précédentes, par les économistes anglais et américains sur le sujet qui nous occupe. L'auteur signalait le profit qu'il avait tiré de la lecture des deux ouvrages de Colin Clark, mais il rappelait que ses propres recherches l'avaient amené, avant même

¹ La révision du statut professionnel et social des infirmières doit tenir compte de ces observations. Voir à ce sujet nos études « Pénurie d'infirmières » et « Recrutement et statut social des infirmières », parus dans la *Revue Veska*, organe de l'Association suisse des hôpitaux, Aarau, mai 1952, septembre et octobre 1953. Voir aussi *La Dignité du travail* (Editions du Comptoir Suisse, Lausanne 1951), ouvrage où nous avons relevé l'importance psychologique, morale et sociale des jugements portés sur le travail et les métiers.

qu'il eût pris connaissance des travaux de son collègue britannique, à faire des constatations fort semblables à celles de ce dernier. En effet, on trouve déjà en 1945, dans la première partie, rédigée par Jean Fourastié, du petit livre publié dans la même collection « Que sais-je ? », sous le titre *L'Economie française dans le monde*, toute une série de statistiques et d'observations du plus haut intérêt sur la répartition des activités professionnelles, sur le rendement du travail et le revenu national de la France, comparés à ceux des grands pays industrialisés¹.

Il serait oiseux d'analyser ici le contenu d'ouvrages aussi connus et facilement accessibles que ceux de Fourastié. Rappelons seulement que l'auteur cherchait à montrer, dans *La Civilisation de 1960* que « le progrès technique améliore le sort de l'homme » en exerçant son influence sur le genre de vie, le niveau de vie, la production et le rendement du travail. En 1949, dans *Le Grand Espoir du XX^e siècle*, l'auteur refit la même démonstration, avec beaucoup plus d'ampleur, en suivant un plan exactement inverse, mais plus logique : effets du progrès technique sur la productivité, la consommation, la répartition des activités professionnelles, les prix, les rentes, le genre et le niveau de vie. Enfin, en 1951, paraissait *Machinisme et Bien-être*, ouvrage où était étudiée, d'une façon plus approfondie encore, l'évolution à long terme du niveau et du genre de vie².

L'auteur était particulièrement qualifié pour traiter ces divers sujets : d'abord chargé de missions et commissaire-contrôleur au Ministère des finances, il est attaché comme professeur aux plus importants instituts économiques et techniques de Paris : le Conservatoire national des Arts et Métiers, l'Institut d'études politiques de l'Université et l'Ecole nationale d'administration. Il préside aussi le Conseil français et le Comité européen O. E. C. E. de la productivité. Sa contribution à l'étude des phénomènes de *Supply of labour* a été considérable. Non seulement il a fait de

¹ La deuxième partie de cet opuscule, dont 20.000 exemplaires ont été offerts en librairie, a été rédigée par Henri Montet. Voir aussi dans la même collection le dernier ouvrage de Jean Fourastié sur *La Productivité*, paru en 1952. Il existe des traductions espagnole et japonaise de *La Civilisation de 1960* (18.000 exemplaires tirés dans l'édition française).

² *Le Grand Espoir* a été édité par les Presses univ. de France avec une préface d'André Siegfried ; le sous-titre est significatif : *Progrès technique, progrès économique, progrès social* (2^e éd. 1950 ; 3^e éd. 1952). *Machinisme et Bien-être* a paru aux Editions de Minuit, dans la collection « L'Homme et la Machine » dirigée par Georges Friedmann.

ceux-ci, comme ses prédecesseurs, « une des clés de l'économie contemporaine », mais il a élargi le débat en lui donnant une portée sociologique et même philosophique qu'il n'avait guère chez Colin Clark, strict économiste et statisticien.

Nous ne pouvons discuter ici l'idée que Fourastié se fait du progrès, pas plus que sa thèse sur la primauté de l'économique sur le social. De même, nous ne nous attarderons pas à sa définition de notre époque, considérée comme ère de transition. « Spécialiste du long terme », comme dit Alfred Sauvy, notre auteur estime que, vers l'an 2000, les grandes différences actuelles de niveau de vie entre nations s'effaceront sur toute la surface du globe et que l'équilibre relatif, qui caractérisait l'économie mondiale au début du XVIII^e siècle, sera retrouvé, bien entendu sur un plan infiniment plus élevé au point de vue matériel. Ce qui nous intéresse surtout, ce sont les remarques de Fourastié sur les conséquences du progrès technique sur le genre de vie. Dès 1945, il a bien montré comment l'humanité se libérait du travail servile : par la réduction de la durée du travail, par la prolongation des périodes de scolarité et par le passage des travailleurs dans le secteur tertiaire.

En France, avant Fourastié, on avait bien observé cette dernière migration, mais on n'y avait vu qu'un simple effet sans importance des crises économiques. Mieux encore que Fisher et Clark, notre auteur a discerné le vrai sens de cette migration, vers « l'intellectualisation de la vie sociale ». Voici en quels termes frappants il décrit cette évolution : « les valeurs tertiaires envahissent la vie économique ; c'est pourquoi l'on peut dire que la civilisation du progrès technique sera une civilisation tertiaire... Rien ne sera moins industriel que la civilisation née de la révolution industrielle¹. » Le désordre économique d'aujourd'hui vient de ce que la consommation suit une autre loi que la production toujours attardée : si l'homme est avide de biens primaires et de commodités secondaires, il l'est davantage et toujours plus de satisfactions tertiaires, d'ordre immatériel. C'est ce que les Duhamel n'ont pas compris, lorsqu'ils ont hâtivement visité et superficiellement jugé les pays neufs, où se façonne, depuis un demi-siècle déjà, ce qu'on appelle *la vie future*.

¹ *Le Grand Espoir*, p. 59 et 74.

Sur un point, toutefois, la contribution de Fourastié appelle certaines réserves. Il s'agit de la délimitation des trois secteurs, que l'économiste français a cru devoir modifier. Tandis qu'Allan Fisher et Colin Clark, se basant sur l'histoire du travail et la hiérarchie des besoins, donnaient une définition stable du primaire (l'agriculture), du secondaire (l'industrie) et du tertiaire (les autres activités professionnelles), J. Fourastié les a rendus mouvants, en les caractérisant seulement par leur susceptibilité plus ou moins grande de se transformer sous l'influence du progrès technique. Assurément, on retrouve l'agriculture dans le primaire (accroissement modéré de la productivité), l'industrie dans le secondaire (productivité sans cesse augmentée) et les autres professions dans le tertiaire (influence quasi nulle du progrès technique), mais, selon ce critère, on verra certaines activités passer d'un secteur à l'autre, dès qu'une découverte nouvelle les touchera. C'est pour des considérations de cet ordre que Fourastié place le bâtiment dans le tertiaire, alors qu'avec raison Colin Clark en faisait une industrie secondaire. L'inconvénient majeur de cette délimitation instable des secteurs professionnels est de rendre difficiles et même impossibles les comparaisons internationales, dans l'espace et surtout dans le temps. Or on a vu que ce sont précisément ces vastes comparaisons qui sont utiles et intéressantes : aussi partageons-nous l'avis de ceux qui regrettent l'abandon des définitions traditionnelles, tout imprécises que celles-ci puissent être quelquefois¹.

Les différents critères utilisés par les auteurs contemporains pour classer les activités professionnelles ont été bien définis et longuement discutés, en 1949, par Alfred Sauvy dans les fascicules 1 et 2 de la revue *Population*. L'essentiel de cette étude se retrouve, aux pages 115 et suivantes, dans le premier volume de l'œuvre magistrale que l'auteur vient de publier sous le titre : *Théorie générale de la population* (Bibliothèque de sociologie contemporaine, Presses universitaires de France, Paris, 1952). Le nom d'Alfred Sauvy mérite de figurer, à la suite de ceux de Fisher, de Clark et de Fourastié, dans tout rappel des contributions importantes apportées récemment à la connaissance des faits de migration professionnelle. Si nous ne l'avons pas mentionné dans notre

¹ Voir sur cette question la notice de M. Collinet, parue en 1952 dans *L'Année sociologique*, III^e série (1949-50), p. 465.

titre, c'est que nous placerions l'auteur dans une autre série de savants, dont il a repris et rénové les thèses : Cantillon, Ernest Engel, Effertz et Landry. Il faut cependant dire ici quelques mots de ses recherches.

Directeur de l'Institut national d'études démographiques, président de la Commission de la population aux Nations Unies, Alfred Sauvy est un spécialiste de la démographie. On peut dire qu'il a renouvelé cette science en y introduisant la distinction des trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire et en réservant, comme il le dit lui-même, une « place considérable à l'influence de la répartition professionnelle » dans l'explication des phénomènes de population. Tandis que Fisher, Clark et aussi Fourastié, plus économistes que sociologues, étudiaient les transferts professionnels surtout dans leurs rapports avec la production, Alfred Sauvy les considère plutôt dans leurs rapports avec la consommation. A cet égard, il est plus proche de l'homme et nous intéresse davantage. L'erreur des économistes, dit-il, est de raisonner toujours comme si les goûts des humains étaient constamment les mêmes. Pourtant Richard de Cantillon, en 1752 déjà, avait observé nettement que l'élévation du niveau de vie entraînait des changements importants dans la consommation, c'est-à-dire dans le genre de vie. On voit mieux aujourd'hui que les goûts des peuples comme ceux des individus « se déplacent des produits primaires vers les produits secondaires et tertiaires ». Or ce fait capital, trop longtemps méconnu, « domine toute l'économie ». On ne peut établir le chiffre de population optimum dans un pays donné et à un moment donné du progrès technique sans tenir compte de cette tendance qui a pour effet d'accroître généralement ce chiffre optimum. De là vient la prospérité.

Bien des phénomènes obscurs de la vie économique et sociale, du présent comme du passé, s'éclairent lorsqu'on les considère de ce point de vue nouveau : inégalités des profits et revenus, crises économiques et chômage, misère ou richesse des nations. L'ouvrage d'Alfred Sauvy abonde en observations pénétrantes sur tous ces sujets ; il est tellement substantiel qu'on ne peut en retenir ici que les vues générales. Notons cependant un point sur lequel l'auteur corrige et complète les analyses de ses prédecesseurs. Il ne faut pas croire, dit-il, que le progrès technique et l'accroissement de la productivité entraînent toujours une élévation

du niveau de vie. En fait, c'est assez tard que l'ouvrier français a bénéficié de la révolution industrielle : dans les quarante premières années du XIX^e siècle, sa condition n'a pas été meilleure que sous l'ancien régime. Le bien-être n'est venu que dès le moment où la population effective, limitée dans son accroissement par la misère, a cessé d'être à un chiffre supérieur à celui de la population optimum. D'autre part, il ne faut pas se réjouir trop tôt du passage rapide des travailleurs dans le tertiaire : il en résulte souvent du chômage intellectuel et des troubles sociaux. C'est que la migration professionnelle des hommes, accélérée par la « faim du tertiaire », précède généralement celles des consommations, freinée par le coût élevé des services tertiaires. Lorsque le progrès technique ou économique est rapide, l'excédent de travailleurs tertiaires est absorbé au bout de quelques années ; mais si le progrès ralentit, l'excédent de tertiaires pèse lourdement sur la vie économique. « C'est le cas actuel de la plupart des pays d'Europe » écrit Albert Sauvy, qui est loin de partager tout l'optimisme de son collègue Fourastié. Mais sa conclusion rejoint celle d'Allan Fisher : « Despote conquérant, le progrès technique ne souffre pas l'arrêt », dit-il ; « tout ralentissement équivalant à un recul, l'humanité est condamnée au progrès à perpétuité ».

* * *

Voyons pour terminer quelles leçons pratiques peuvent être tirées de ces thèses nouvelles. Le but poursuivi par le professeur Allan G. B. Fisher, lorsqu'il écrivit son premier livre en 1934, était d'avertir les dirigeants des pays neufs, tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de ne pas encourager trop l'immigration d'agriculteurs, comme on le faisait depuis les origines de la colonisation. Cet avis fut si bien écouté que le monde australien, déjà prospère il y a vingt ans du fait de ses ressources naturelles, se trouve aujourd'hui, au point de vue économique et social, à la première place, entre toutes les nations, notamment à cause de l'heureuse répartition de ses travailleurs dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Quant à la Grande-Bretagne, sa puissance et sa prospérité, depuis le temps de sir William Petty, s'expliquent de la même

manière. Toutefois, l'exemple de ce pays montre que la loi de Fisher n'est valable qu'en temps de paix universelle. Aucun peuple au monde n'a déserté l'agriculture autant que l'anglais : en 1931 déjà, on ne comptait que sept paysans sur cent travailleurs dans le Royaume-Uni et cette proportion est tombée à 5,5 en 1949. Cette excessive migration des agriculteurs dans l'industrie, qui a fait la richesse du pays au XIX^e siècle, a causé son déclin depuis quarante ans. Obligée d'importer, à des prix élevés et avec des pertes énormes, pendant deux guerres mondiales, les denrées alimentaires qu'elle ne produisait plus, la Grande-Bretagne a dû sacrifier la plus large partie de ses capitaux investis outre-mer, notamment en Amérique du Sud. On comprend qu'aujourd'hui la politique britannique vise avant tout à sauvegarder la paix, condition nécessaire du relèvement économique et social de la nation.

L'exemple des Etats-Unis, tout en confirmant l'exactitude de la loi de Petty-Fisher, montre que les transferts de la population active doivent se faire, non seulement avec aisance, mais encore avec régularité. La hâte avec laquelle cette migration s'est effectuée, après la première guerre mondiale, pourrait être une des causes de la dépression économique de 1929. Au cours des neuf années qui ont précédé cette crise, aux Etats-Unis, près de trois millions de *farmers* ont quitté la campagne pour se rendre dans les villes. En même temps, la quasi-totalité des immigrants venus d'Europe s'établissait également dans les centres urbains. Voici comment cet afflux anormal de main-d'œuvre a été absorbé : 1.300.000 individus ont trouvé un emploi dans la production et l'entretien des automobiles, 1.200.000 ont été engagés dans les transports, les télégraphes et les téléphones, 1.400.000 se sont voués au commerce, 700.000 ont vécu de services personnels, 200.000 ont bénéficié de l'essor du cinéma, tandis que 250.000 entraient dans les professions libérales¹. C'est de ce temps-là que date l'énorme accroissement du secteur tertiaire aux Etats-Unis : on le verra dans le tableau ci-dessous qui donne la meilleure image de l'évolution économique et sociale de ce pays depuis le début du siècle passé.

¹ *Recent Economic Changes*, vol. II, p. 877. Chiffres relevés, de façon pas toujours concordante, par A. G. B. Fisher : *The Clash*, p. 30 et François Basset : *Histoire du travail*, 2^e éd., Paris, 1948, p. 122.

**Répartition des activités professionnelles aux Etats-Unis
(en pour-cent du total de la population active)¹**

Années	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1820	73	12	15
1850	65	18	17
1870	54	22	24
1900	37	29	34
1920	27	33	40
1930	22	31	47
1940	19	31	50
1950	14	33	53
1952	12	—	—

A l'heure actuelle, la répartition des activités professionnelles aux Etats-Unis est assez semblable à ce qu'elle est en Grande-Bretagne : le secteur tertiaire atteint dans les deux pays la proportion de 53 %, ce qui signifie que plus de la moitié des travailleurs sont déchargés des besognes physiquement pénibles ou moralement éprouvantes de l'agriculture et de l'industrie. En revanche, les Etats-Unis ont gardé un nombre d'agriculteurs plus normal : 12 % au lieu de 5,5 % en Grande-Bretagne. Quant à l'industrie, qui avait absorbé aux Etats-Unis, jusqu'en 1920, une large part des émigrés du secteur agricole, elle tend à son tour à renvoyer ses propres effectifs de travailleurs vers le secteur tertiaire. Seule la reprise des fabrications de guerre, dès 1940 explique le léger retour en arrière du secteur secondaire aux chiffres de 1920. Tôt ou tard, le débauchement dans l'industrie américaine reprendra sans doute de façon durable. Le même phénomène s'observe en Angleterre, où le secteur industriel, anormalement élevé, en 1931, à 50 %, s'est réduit en 1949 à 41 %.

Si l'on place les chiffres concernant la France en regard de ceux qui nous viennent des autres pays dirigeants de l'époque moderne, on sera frappé de l'extrême lenteur avec laquelle la migration des

¹ Tableau établi par Colin Clark, puis par Jean Fourastié dans *La Civilisation...*, p. 26, *Le Grand Espoir*, p. 77 et *L'Economie de la France*, p. 139 (avec adjonction, cette fois, des chiffres de 1950). — Le *Census Bureau* a compté en moyenne, pour 1952, 7 millions d'emplois agricoles sur une *labor force* totale de 61 millions.

professions s'y effectue. Le mouvement est si peu marqué que les trois secteurs s'équilibrent, aujourd'hui, avec une légère prédominance de l'agriculture. On se réjouirait de cette stabilité si la loi de Petty-Fisher ne nous avertissait que là se trouve peut-être la cause majeure de l'appauvrissement continual de la France. La politique française de soutien de l'agriculture, notamment de la viticulture, apparaît comme une erreur funeste, au point de vue économique et social. D'autre part, la diminution trop brusque et massive de la durée du travail en France, en 1936, alors que la productivité française était en baisse, semble avoir ajouté un obstacle de plus à tous ceux, énumérés par Fisher, qui entravent l'essor économique et le vrai progrès social de ce pays.

Répartition des activités professionnelles en France

(en pour-cent du total de la population active)¹

Années	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1856	53	25	22
1901	42	30	28
1921	42	32	26
1931	36	35	29
1936	36	33	31
1946	36	32	32

Les ouvrages de Jean Fourastié, qui nous renseignent sur de nombreux pays, sont quasi-muets sur la Suisse. Colin Clark, auparavant, avait davantage utilisé les statistiques officielles de la Confédération, particulièrement celles qui concernent la vie professionnelle. Malheureusement ces dernières, établies depuis 1888, l'ont été sur des bases qui ne permettent pas de bonnes comparaisons avec les autres pays. En particulier, la délimitation des secteurs ne correspond pas bien avec celle qui prévaut aujourd'hui. Aussi y a-t-il d'assez fortes divergences dans les pourcentages donnés, sur la répartition des professions en Suisse, par Colin Clark et d'autres auteurs de travaux récents. Trop souvent, les chiffres sont calculés en pour-cent de la population résidente alors

¹ Tableau publié par Jean Fourastié dans *Le Grand Espoir*, p. 78 et complété dans *L'Economie de la France*, p. 139.

qu'il est beaucoup plus significatif de donner les proportions de la population active.

Depuis août 1952, toutefois, grâce aux publications des statisticiens fédéraux, on peut se faire une idée plus exacte de l'évolution des secteurs professionnels en Suisse. Un premier sondage du recensement de 1950 a permis d'établir le tableau suivant :

Activité professionnelle de la population suisse depuis 1888
(nombre de personnes)¹

Années	Agriculture, viticulture	Industrie, artisanat	Commerce, transports, hôtelierie	Autres professions
1888 . .	475 089	539 856	127 720	162 169
1900 . .	464 524	692 753	202 626	195 344
1910 . .	457 600	805 148	280 453	239 994
1920 . .	456 619	814 258	312 893	287 955
1930 . .	386 466	852 371	369 839	333 950
1941 . .	379 204	860 528	360 182	392 573
1950 . .	356 250	978 350	426 400	386 500

Le groupement des professions dans les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire paraît bien difficile, sur les bases du recensement fédéral, lorsqu'on sait que les catégories suivantes sont classées dans la quatrième colonne : aviculture, horticulture, sylviculture, pêche, mines, carrières, services publics et privés, services domestiques, chômeurs, etc. Il faudrait répartir dans chacune des trois premières colonnes un certain nombre de personnes recensées dans la quatrième. Pour simplifier, on peut associer dans le secteur tertiaire le total des travailleurs recensés dans les deux dernières colonnes. C'est ce qu'a fait récemment le professeur Roger Girod, de Genève, dans une brève notice sur « l'évolution récente du travail en Suisse ». Pour tenir compte dans une certaine mesure de l'anomalie entraînée par cette façon de calculer, nous corrigerais légèrement, dans le tableau ci-dessous, les décimales des pourcentages qu'il a indiqués :

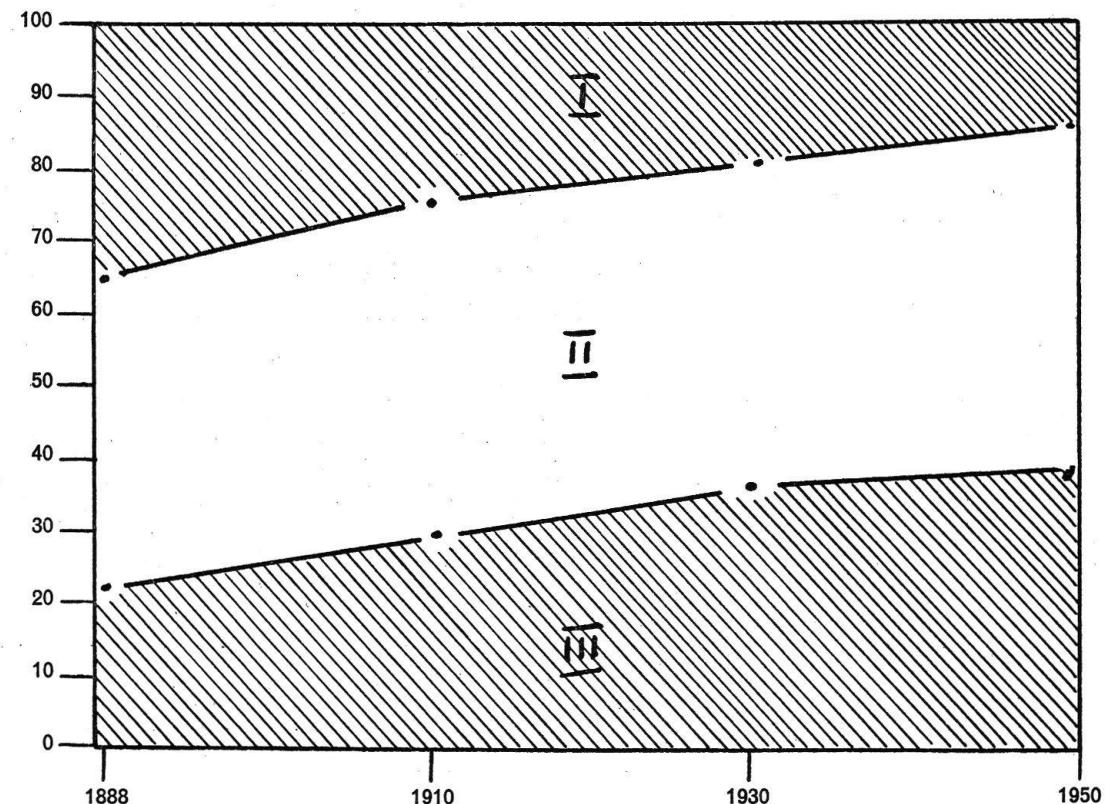
¹ « La population résidente de la Suisse en 1950 », communiqué du Bureau fédéral de statistique, *La Vie économique*, août 1952, p. 341. — Voir aussi les chiffres donnés par Alfred Güttersohn, en 1952, dans son étude sur « L'Économie de la Suisse », *Les Peuples au travail*, vol. II, p. 159.

Répartition des activités professionnelles en Suisse
 (en pour-cent du total de la production active)¹

Années	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1888	37	42	21
1910	26	46	28
1930	20	44	36
1950	17	46	37

On pourrait tracer d'après ces chiffres les courbes suivantes :

Répartition de la population active en Suisse
 (I : secteur primaire, II : secondaire, III : tertiaire)



L'examen des trois derniers tableaux, concernant la Suisse, conduit aux remarques suivantes. Le transfert des professions s'est effectué chez nous plus tôt et plus régulièrement que dans les

¹ *Lettre du Gothard*, XII^e année, n° 197, Neuchâtel, avril 1953. Voir aussi le tableau de Colin Clark sur les professions en Suisse : *The Conditions of economic Progress*, 1951, p. 402.

autres pays industrialisés. L'émigration du secteur primaire s'est manifestée surtout depuis 1920 ; elle a été relativement forte, puisque le quart des effectifs agricoles, soit 100.000 travailleurs, ont quitté leur profession depuis trente ans. Comme notre approvisionnement reste précaire et que la culture du sol demande plus de main-d'œuvre dans un pays montagneux, on peut considérer que la proportion de 17 % d'agriculteurs, en Suisse, est un minimum. Une plus grande désertion des campagnes serait, à l'heure actuelle, préjudiciable au pays : c'est pourquoi une politique vigilante de soutien des prix agricoles reste justifiée chez nous.

Fortement engagée dans l'industrie dès le XVIII^e siècle, la Suisse a joui d'une prospérité semblable à celle de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ses effectifs secondaires n'ont cessé de croître, mais dans une proportion normale, jusqu'en 1910. Dès ce moment, les surplus de population primaire ont passé dans le tertiaire. Aujourd'hui, les fils de paysans, qui s'en vont du Gros-de-Vaud à la ville, ne s'engagent pas dans l'industrie mais ils deviennent conducteurs de trams, gendarmes, employés de la voirie, petits commerçants ou fonctionnaires : une brève enquête, faite à Echallens, il y a deux ans, nous en a donné la preuve. Cette évolution est heureuse, car l'industrie, dont les effectifs ont légèrement repris en 1950, pour les mêmes causes et dans les mêmes proportions qu'aux Etats-Unis, chassera bientôt sa main-d'œuvre rendue superflue par la mécanisation croissante du travail. Notre proportion de 46 % dans le secteur secondaire est exceptionnellement élevée, comparée à celle de l'Angleterre (41 %) et des Etats-Unis (33 %). Elle serait alarmante, si l'on ne savait que le surplus est formé en grande partie d'ouvriers étrangers (40.000 en 1953) et que, d'autre part, nos fabrications minutieuses exigent un engagement de main-d'œuvre plus fort qu'ailleurs.

Il importeraut que l'on étudiât plus en détail l'évolution du secteur tertiaire en Suisse. Il y aurait là matière de recherches d'un grand intérêt, au point de vue économique et social : nous y avons convié nos étudiants en sociologie de l'Université de Lausanne. Lorsque les résultats complets du recensement de 1950 seront connus, on pourra délimiter plus exactement les trois secteurs fondamentaux et comparer avec plus de précision notre situation à celle des autres pays.